

INFOSAT TELECOM SA

Société Anonyme

59 rue Caroline Herschel
Technopôle du Madrillet
76800 Saint Etienne du Rouvray

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2015

Jacques SULTAN
12 Boulevard Raspail
75007 PARIS

INFOSAT TELECOM SA

Société Anonyme
59 rue Caroline Herschel
Technopôle du Madrillet
76800 Saint Etienne du Rouvray

Rapport du commissaire aux comptes

Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2015

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par vos assemblées générales, je vous présente notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Infosat Telecom, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification des appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

J'ai effectué mon audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. J'estime que mes contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations auxquelles j'ai procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Sans remettre en cause mon opinion, j'attire votre attention sur le contenu de la note de synthèse 2015 et les faits caractéristiques de l'exercice relatés dans l'annexe.

III. Vérifications et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,

Fait à Paris le 26 mai 2016

Le commissaire aux comptes

Jacques SULTAN



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2015 12			Exercice N-1 31/12/2014 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement	57 407	28 783	28 624	57 328	28 704	50.07
	Frais de développement	461 589	292 824	168 765	232 013	63 249	27.26
	Concessions, brevets et droits similaires	34 764	15 408	19 356	25 949	6 593	25.41
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	730	205	525	598	73	12.20
	Constructions	393 872	298 263	95 610	122 611	27 001	22.02
	Installations techniques, matériel et outillage	121 537	79 895	41 642	53 797	12 155	22.59
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
Immobilisations financières (2)							
Participations mises en équivalence	237 500		237 500	237 500			
Autres participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés				15 000	15 000	100.00	
Prêts	18 118		18 118	19 618	1 500	7.65	
Autres immobilisations financières							
Total II	1 325 517	715 378	610 139	764 413	154 274	20.18	
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises	99 658		99 658	142 206	42 548	29.92
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	347 708	5 352	342 356	680 971	338 615	49.73
	Autres créances	799 203		799 203	498 198	301 005	60.42
Capital souscrit - appelé, non versé							
Valeurs mobilières de placement	24		24	45	21	47.36	
Disponibilités	28 770		28 770	36 336	7 566	20.82	
Charges constatées d'avance (3)							
Total III	1 275 363	5 352	1 270 011	1 357 756	87 745	6.46	
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 600 880	720 730	1 880 150	2 122 169	242 019	11.40	

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

0

NECA

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2015	12	Exercice N-1 31/12/2014	12	Ecart N / N-1	
						Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 254 731)	254 731		255 452		721	0.28
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	69 630		69 630			
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves	22 508		22 508			
	Réserve légale	7 565		7 565			
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau	681		129 885		130 566	100.52
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	112 010		258 652		146 643	56.69
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
Total I	241 744		226 388		15 356	6.78	
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs	232 165		237 165		5 000	2.11
	Avances conditionnées					5 000	2.11
Total II							
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
Total III							
DETTES (I)	Dettes financières						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires	172 417		198 575		26 158	13.17
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	49 954		266 488		216 534	81.25
	Concours bancaires courants	68 341		88 007		19 666	22.35
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes d'exploitation	665 136		601 792		63 343	10.53
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	232 489		471 973		239 484	50.74
	Dettes fiscales et sociales						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			27 498		27 498	100.00	
Autres dettes	217 905		4 283		213 622	NS	
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (I)						
	Total IV	1 406 242		1 658 617		252 375	15.22
	Ecarts de conversion passif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 880 150		2 122 169		242 019	11.40	
		1 326 242		1 520 617			

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2015 12			Exercice N-1 31/12/2014 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises			110			110	
Production vendue de biens	110		110	1 374 603		328 432	23.89
Production vendue de services	1 703 035		1 703 035				
Chiffre d'affaires NET	1 703 145		1 703 145	1 374 603		328 542	23.90
Production stockée			60 742	443 587		382 845	86.31
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			3 916	8 242		4 326	52.48
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 367	3 803		564	14.84
Autres produits							
Total des Produits d'exploitation (I)			1 772 171	1 830 235		58 064	3.17
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			626 700	667 886		41 185	6.17
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			42 548	53 429		10 881	20.36
Autres achats et charges externes *			557 891	545 947		11 943	2.19
Impôts, taxes et versements assimilés			8 523	16 986		8 463	49.83
Salaires et traitements			353 803	443 016		89 214	20.14
Charges sociales			88 663	164 710		76 048	46.17
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			216 767	178 436		38 331	21.48
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			5 352	1 205		4 147	344.15
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			22 502	12 283		10 219	83.20
Total des Charges d'exploitation (II)			1 922 748	2 083 899		161 151	7.73
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			150 577	253 664		103 087	40.64
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



Note de Synthèse 2015

Sur le plan R&D

Infosat télécom a développé en 2015 la mise en place de la diffusion des offres de flux TV en mode H265 HEVC cette nouvelle norme de compression de flux d'image apporte une amélioration de la qualité des flux vidéos avec une baisse (d'environ 50%) de la bande passante consommée. INFOSAT Télécom est le seul opérateur en France à proposer ce service .

Cela permettra d'offrir un service triple play avec de la TV HD sur des débits inférieurs à 2 Mbits , la ou les autres opérateurs demandent 4 Mbits pour les vidéos en format SD et 6 Mbits pour le HD

Les nouvelles box de télévision (Android TV) permettent le décodage 4K H265 soit le haut de gamme de la lecture VIDEO .

Sur le plan social

INFOSAT Télécom a réduit ses charges par le licenciement des deux commerciaux ainsi que du directeur financier . Le retard de paiement des charges sociales et fiscales a été réglé par la mise en place d'un plan d'apurement CCSF qui se déroule normalement. La maîtrise de la masse salariale permet une gestion positive de la dette .

Sur le plan économique .

La société a modifié son mode de facturation pour rentrer dans la norme de la profession c'est à dire la facturation en début de mois du service fourni et non en début du mois suivant comme c'était le cas en 2014. Cela permet d'avoir une trésorerie en phase avec nos fournisseurs de réseau Une augmentation des prix de l'ordre de 5€ par mois a été effectuée sur les services grands publics en raison de l'augmentation de la consommation des données par abonné (quasi doublement en un an) .

Les retards pris dans le plan très haut débit sur le déploiement de la fibre optique favorise les solutions technologiques offertes par Infosat Télécom . Devant l'urgence de nécessaire couverture de certains territoires l'offre radio d'Infosat s'impose dans de nombreuses Communautés de Communes . 2015 montre un redémarrage des constructions de réseau ce qui n'était pas arrivé depuis plus de 5 ans . Cette demande continue et s'amplifie en 2016 .

Sur le plan commercial

INFOSAT Télécom commence à toucher le dividende par de nouveaux abonnés issus de la construction des nouvelles infrastructures .
Le marché entreprise reste très tendu en raison de l'absence d'investissement des PME TPE (passage en VOIP etc) . Cependant la suppression progressive de l'offre RNIS et SDA d'Orange devrait voir les entreprises se manifester en 2016 pour le passage aux services de VOIP .
Les relations avec les collectivités sont positives mais les projets mettent maintenant entre 18 et 24 mois pour sortir de terre et mettre en place la construction .

Sur le plan juridique

La plainte déposée par Infosat Télécom auprès de la Cour d'Appel de Douai et de la Commission Européenne pour aide illégales d'Etat prend une nouvelle tournure avec une décision de la Commission prévue en décembre, puis Février 2016 et maintenant pas avant juillet 2016 . La DG concurrence ayant décidé de lancer une enquête générale sur le programme Très Haut débit et sa régulation associée. Cela conforte INFOSAT télécom dans sa démarche .

Conclusion

L'année 2015 et une année d'apurement des dettes et de redressement de l'activité d'Infosat Télécom avec une progression de 20% du CA .

ANNEXE

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

(Code du Commerce Art. R 123-196 3°)

Une note relative aux événements de l'exercice est annexée.

La société a respecté son plan CCSF tout le long de l'année 2015, les difficultés de trésorerie sont toujours d'actualité, néanmoins Madame Ghislaine HEDIN a adressé à la société INFOSAT une lettre de soutien, assurant ainsi son soutien financier pour l'année 2016.

Une discordance de TVA a été identifiée pour la somme de 52 K€, dans la mesure où la société dispose d'un crédit impôt recherche et d'une créance CICE, elle est disposée à demander au SIE la compensation, cette demande s'effectuera dans le cadre d'une déclaration rectificative sur décembre 2015.

Les cessions d'immobilisations faites à INFOSAT INFRASTRUCTURES ont désormais été comptabilisées en chiffre d'affaires et non plus en cessions d'immobilisations.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(Code du Commerce - Art. R 123-196 1° et 2°; PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent sauf en ce qui concerne le mode de facturation comme indiqué dans l'annexe fournie.

La croissance du chiffre d'affaires est liée à la comptabilisation des cessions d'actifs en Chiffre d'affaires pour un montant de 273 ke au titre de l'année 2015.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

Un protocole d'accord a été conclu entre la Société Infosat et la Banque Société Générale aux fins d'apurer le découvert bancaire dénoncé en date du 10 juillet 2015.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	498 254		60 742
TOTAL	38 698		650
Autres postes d'immobilisations incorporelles	730		
Installations générales agencements aménagements des constructions	400 717		14 034
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	42 443		
Installations générales agencements aménagements divers	52 008		
Matériel de transport	42 420		7 690
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	538 318		21 724
TOTAL	237 500		
Autres participations	34 618		
Prêts, autres immobilisations financières	272 118		
TOTAL	1 347 389		83 116
TOTAL GENERAL			

	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
Frais établissement et de développement		40 000	518 996
TOTAL		4 584	34 764
Autres immobilisations incorporelles		730	730
Installations générales agencements aménagements constr.		20 879	393 872
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		42 443	42 443
Installations générales agencements aménagements divers		21 124	30 884
Matériel de transport		1 901	48 210
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		43 903	516 139
TOTAL		237 500	237 500
Autres participations		16 500	18 118
Prêts, autres immobilisations financières		16 500	255 618
TOTAL		104 987	1 325 517
TOTAL GENERAL			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement	TOTAL	208 913	152 694	40 000	321 608
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	12 749	7 243	4 584	15 408
Installations générales agencements aménagements constr.		132	73		205
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		278 107	41 035	20 879	298 263
Installations générales agencements aménagements divers		23 569	4 304		27 873
Matériel de transport		36 585	4 374	17 000	23 959
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		22 920	7 044	1 901	28 064
	TOTAL	361 313	56 829	39 780	378 362
	TOTAL GENERAL	582 975	216 767	84 364	715 378

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Frais étab.rech.développ.	TOTAL	152 694			
Autres immob.incorporelles	TOTAL	7 243			
Instal.générales agenc.aménag.constr.		73			
Instal.techniques matériel outillage indus.		41 035			
Instal.générales agenc.aménag.divers		4 304			
Matériel de transport		4 374			
Matériel de bureau informatique mobilier		7 044			
	TOTAL	56 829			
	TOTAL GENERAL	216 767			

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	1 205	5 352	1 205		5 352
TOTAL	1 205	5 352	1 205		5 352
TOTAL GENERAL	1 205	5 352	1 205		5 352
Dont dotations et reprises d'exploitation		5 352	1 205		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	18 118	0	18 118
Clients douteux ou litigieux	8 696	8 696	
Autres créances clients	339 012	339 012	
Personnel et comptes rattachés	400	400	
Impôts sur les bénéfices	56 338	56 338	
Taxe sur la valeur ajoutée	36 893	36 893	
Groupe et associés	659 101	659 101	
Débiteurs divers	46 472	46 472	
Charges constatées d'avance	28 770	28 770	
TOTAL	1 193 799	1 175 681	18 118
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	15 000		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	49 954	49 954		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	172 417	92 417	80 000	
Emprunts et dettes financières divers	9 899	9 899		
Fournisseurs et comptes rattachés	665 136	665 136		
Personnel et comptes rattachés	39 121	39 121		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	58 715	58 715		
Taxe sur la valeur ajoutée	116 693	116 693		
Autres impôts taxes et assimilés	17 961	17 961		
Groupe et associés	58 443	58 443		
Autres dettes	217 905	217 905		
TOTAL	1 406 242	1 326 242	80 000	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	31 158			
Montant emprunts et dettes contractés aup.ass.pers.phys.	58 443			

Composition du capital social

(Code du Commerce Art. R 123-197; PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	0.5300	240 312	480 624	240 312	480 624

Evaluation des immobilisations corporelles

(Code du Commerce Art. R 123-196 1°)

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

Evaluation des amortissements

(Code du Commerce Art. R 123-196 2°)

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions		
Agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Installations techniques	Linéaire	3 à 4 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 4 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.
Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances immobilisées

(Code du Commerce Art. R 123-196; PCG Art. 831-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.
Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

(Code du Commerce Art. R 123-196 4°; PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré et à une valeur marché remise de 40 % pour les ensembles de pièces et de matériel recyclé par INFOSAT suite aux évolutions et aux mises à jour de réseaux.
Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

Evaluation des produits et en cours

(Code du Commerce Art. R 123-196 4°; PCG Art. 831-2)

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

Evaluation des créances et des dettes

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	284 660
Autres créances	46 472
Total	331 131

Charges à payer

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 684
Emprunts et dettes financières diverses	5 465
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	255 525
Dettes fiscales et sociales	56 863
Total	321 538

Charges et produits constatés d'avance

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	28 770
Total	28 770

ANNEXE

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

(Code du Commerce Art. R 123-196; PCG Art. 531-2/9)

Engagements donnés

Autres engagements donnés :		200 251
CAUTION DONNEE A INFOSAT INFRASTRUCTURE A HAUTEUR DE 100% DE L'EN COURS	200 251	
Total (1)		200 251

Engagements reçus

Liste des filiales et participations

(Code du Commerce Art. L 233-15 et Art. R 123-197; PCG Art. 531-3 et 532-12)

Société	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quoté-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres		Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société
				brute	nette					
A. Renseignements détaillés										
- Filiales détenues à + de 50%										
- SAS INFOSAT INFRASTRUCTURE	200 000	47 104	100.00	200 000	200 000	652 255		180 000	46 435	
- Participations détenues entre 10 et 50 %										
- INFOSAT TELECOM SCI	160 000	148 901	25.00	37 500	37 500	6 845		55 068	5 985	
B. Renseignements globaux										
- Filiales non reprises en A										
- Participations non reprises en A										